Sénégal : Le chef des mourides appelle Sonko à mettre fin à sa grève de la faim

MALI

1412

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 25 AOUT 2023

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Niger

Les lignes de fracture et l'impossible compromis ?

BRICS : Six nouveaux pays intègrent le bloc des pays émergents

Décès d'Evguéni Prigojine : Réactions en Afrique !

Aidez-nous à lutter contre le Terrorisme Contactez le Centre d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU TERRORISME AU MALI

Sommaire «

P. 11

P. 14

P. 19

UNE

Niger : Les lignes de fracture et l'impossible compromis ? **P. 5**

BREVES

Russie : Vladimir Poutine limoge son général Sergueï Surovikin **P. 11**
Diplomatie : Lavrov explique à Macron la meilleure façon de contacter Poutine **P. 11**
Mali : Une mission de haut niveau dans la région de Bandiagara **P. 11**
Industrie et du Commerce : La Vision du ministre partagée par le secteur privé ! **P. 12**
Cour Suprême : Les nouveaux membres ont prêté serment **P. 12**

ACTUALITES

Affaires étrangères : Le ministère Diop ajuste sa politique de visa pour les ressortissants français **P. 14**
Sécurité du personnel de l'ONU au Mali : Les assurances du ministre Diop **P. 15**
Le challenger de la semaine : Dr. Chienkoro Doumbia, conseiller à la section des comptes de la cour suprême **P. 16**

POLITIQUE

Détérioration de la sécurité dans le centre du pays : Le M5-MALI KURA exige une réponse appropriée et diligente **P. 18**
Lutte contre la corruption : Le Mali se dote d'une stratégie nationale **P. 19**

CULTURE ET SOCIETE

Cherté du prix de l'oignon : Les femmes au foyer désorientées **P. 20**

INTERNATIONAL

BRICS : Six nouveaux pays intègrent le bloc des pays émergents **P. 21**
Sénégal : Le chef des mourides appelle Sonko à mettre fin à sa grève de la faim **P. 23**
Décès d'Evguéni Prigojine : Réactions en Afrique ! **P. 24**

SPORT

Mémorial des anciens joueurs de l'as mandé : La grande famille se retrouve **P. 26**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

LA PENSION DE RETRAITE ANTICIPÉE POUR RAISON DE SANTÉ

Conditions d'ouverture des droits :

- Avoir accompli au moins 13 années d'assurance
- Avoir 53 ans et moins de 55 ans pour toutes les catégories
- Certificat médical attestant l'impossibilté d'exercer une activité professionnelle

INPS
Au service des assurés sociaux

Employeurs ! Faites vos déclarations et assurez leur paiement regulier à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités

DIRECTION GÉNÉRALE Square Patrice Lumumba
Tél : +223 20 21 60 13 - Email : inps@inps.ml - Site web : www.inps.ml
BP 53 Bamako, République du Mali

Niger Les lignes de fracture et l'impossible compromis ?

La gestion de la crise née du coup d'Etat militaire du 26 juillet au Niger a toutes les allures d'une lutte à mort engagée entre les différents protagonistes. Comme au temps de la Grèce antique où il fallait un gagnant et un mort dans l'arène abritant les combats de gladiateurs. En effet, il est connu de tous que de l'issue de la crise au Niger dépend la survie des régimes de Transition dans la sous-région. Mais aussi la contagion de tout l'espace CEDEAO par les coups d'Etat militaires. En d'autres termes, la crise politique actuelle au Niger est devenue cruciale pour la survie des régimes de transition dans la sous-région et pourrait également entraîner des répercussions sur l'ensemble de l'espace CEDEAO. L'examen des différentes divisions qui traversent le pays, les défis auxquels sont confrontés les dirigeants nigériens, les questions ethniques et religieuses laisse entrevoir des enjeux nationaux, régionaux et internationaux, ainsi que des implications des rivalités entre les puissances occidentales et la Russie. Les lignes de fractures sont importantes au Niger même ou de nombreuses plaies restent vives et ouvertes.

En effet, au Niger, « le président démocratiquement élu Mohamed Bazoum » fait face à une opposition farouche, notamment celle de Hama Hamadou, ou encore d'Omar Tiana, deux figures politiques influentes. Cette opposition est-elle aussi républicaine ? Hama Amadou, en acceptant d'importants postes ministériels pour des militants de son parti apparait très clairement comme un fervent et important partisan des putschistes. Le traitement qui lui a été réservé aussi bien par Mahamane Issoufou que par Mohamed Bazoum justifie-t-il cette posture ?

Le Niger, il est vrai, a connu des périodes d'instabilité politique, avec des changements de régime et des conflits liés aux élections présidentielles et législatives. Des tensions politiques ont pu surgir en raison de préoccupations liées à la transparence électorale, aux droits politiques et à la participation

équitable à la vie publique et au partage des richesses nationales de tous les groupes ethniques et politiques.

Quoi qu'il en soit cette opposition politique est soutenue par divers courants opportunistes, populistes et situationnistes prompts à chercher à tirer profit de toutes les crises pour leurs intérêts égoïstes. C'est eux qui organisent les manifestations en s'empiffrant avec les subsides qui leur sont allègrement versés en attendant de lapider demain ceux qu'ils applaudissent aujourd'hui en cas de retournement de situation. Comme le dit l'artiste, avec eux, c'est « Vive le Général, A bas le général ! »

Ces ouvriers de la 25ème heure s'appuient sur les inégalités économiques et sociales qui peuvent également contribuer aux tensions au Niger. Les questions telles que l'accès aux services de base, l'emploi, l'éducation et les soins de santé sont les arguments qu'ils utilisent pour se faire entendre.

Et l'armée ?

Les divisions au sein de l'armée nigérienne, très présentes et prégnantes constituent également une ligne importante de fracture.

D'un côté, il y a les officiers formés dans les grandes académies militaires françaises ou occidentales qui s'opposent, discrètement mais non moins fermement à ceux qu'ils qualifient de "maliens-burkinabés". Il y a aussi la sourde opposition des officiers supérieurs relevés de leurs fonctions ainsi que ceux que Bazoum avait promu au sein de l'armée et dont les intérêts sont ainsi compromis. Accepteront-ils leur mise à l'écart pour avoir obéît à l'autorité légitime ? Muette mais pas resignée l'armée nigérienne ?

S'ajoutent à ces fractures celles liées aux questions ethniques et religieuses.

Le Niger est un pays ethniquement diversifié, et les tensions entre différents groupes ethniques ou régionaux peuvent parfois se manifester, notamment en ce qui concerne la représentation politique, l'accès aux ressources et d'autres enjeux. Les groupes djihadistes qui ont su exploiter les tensions préexistantes pour renforcer leur influence et créer des conflits constituent une menace majeure pour la stabilité du Niger. L'instrumentalisation de ces tensions pour la constitution de clientèle et de soutien peut exacer-

ber les tensions ethniques et régionales qui peuvent influencer les positions politiques et fragiliser davantage le pays.

En dehors des frontières nigériennes et plus précisément au niveau sous-régional la lutte est sans merci entre les chefs d'État élus et ceux parvenus au pouvoir à la faveur de putschs dans la sous-région. Des pays comme le Mali, le Burkina Faso et la Guinée venus spontanément à la rescousse de leurs « frères d'armes » du Niger s'opposent tout naturellement à des pays comme la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Sénégal et le Nigéria ou les coups d'Etats sont désormais proscrits et combattus. Les enjeux sont cruciaux voire vitaux pour les deux camps. En effet les putschistes rentreront forcément dans leurs casernes dans les délais qui leur sont impartis si la tentative de coup d'Etat au Niger échoue ou, à contrario, les régimes issus des urnes seront balayés par des prétoriens qui prendront du poil de la bête si le coup de force nigérien réussit. C'est dire qu'il n'y a de place pour le moindre compromis : il faut gagner soit par l'effet des sanctions inédites infligées, soit par la force armée. Soit attendre sagement son tour d'être balayée.

Une autre fracture oppose les puristes du droit qui s'en tiennent aux seules sanctions résultant strictement des textes de la CEDEAO et de l'UEMOA et ceux qui, au nom de la realpolitik pensent que les sanctions doivent produire coûte que coûte des effets. C'est la guerre des puristes et autres exégètes du droit.

Au niveau africain les lignes de fractures ne sont pas moindres.

En effet, les lignes de fractures imposées par le coup d'Etat au Niger divisent aussi au niveau continental. Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a pu trouver un compromis laborieux pour résoudre la crise nigérienne. Un compromis mi-figue, mi-raisin qui s'aligne sur toutes les positions de la CEDEAO pour mieux les édulcorer.

Comme pour en ajouter aux difficultés ou confusion l'Algérie s'invite dans le dossier avec le dessein d'y jouer un rôle majeur. Elle envoie des émissaires sur le terrain pour tenter de trouver une solution pacifique et éviter toute escalade militaire qu'elle n'entend pas voir à ses frontières sud très rebelles. C'est la phobie algérienne de la guerre à ses frontières.

À l'international c'est d'abord la France dans le collimateur ? La présence de la France au Niger suscite des débats voire des affrontements. Certains remettent en question son rôle et sa politique dans la région.

Mais la crise du Niger, ce sont aussi les répercussions des rivalités entre l'Occident et la Russie.

Les rivalités entre les puissances occidentales et la Russie entraînent également des conséquences sur la crise au Niger. Ces rivalités peuvent influencer les actions et les positions des acteurs internationaux impliqués dans la résolution de la crise.

On le voit donc la crise au Niger présente de nombreux défis complexes et interconnectés, tant au niveau national que régional et international. Les lignes de fractures sont très profondes et rendent à priori impossible tout compromis entre les parties prenantes qui jouent leur survie à court ou moyen terme.

Moctar Sow

Ammy Baba Cisse

Burkina Faso : la nomination du nouvel ambassadeur de France rejetée par les autorités burkinabé.

Aichasport+

Communique de la Fédération Malienne de Football

FEDERATION MALIENNE DE FOOTBALL

COMMUNIQUE

Les joueuses dont les noms suivent sont convoquées par le sélectionneur de l'Equipe Nationale A féminine, pour la reprise des entraînements le vendredi 25 Août 2023 à 16 heures au terrain Kadialy Diawara de l'AS REAL.

Il s'agit de :

USFAS : Fatoumata Karamoko, Safiatou Keita, Oumou Koné ;

AS MANDE : Fatoumata Diarra, Bintou Guindo, Aminata Dia, Korotoumou Keita ;

SUPER LIONNE : Adjaratou Cissilhaly, Djouma Kamaté, Assitou Koné, Mariam Simpara ;

AS POLICE : Maimouna Traoré, Bintou Sanogo, Fatoumata Ba.

AMAZONES C S : Nana Diarra.

Sentiments sportifs.

Bamako, le 23 Août 2023
P/LE COMITE EXECUTIF
LE SECRETAIRE GENERAL

IBRAHIMA TRAORE

MALI TV

MALI : Concours ESO, plus de 20000 candidats,plus de 7000 dossiers rejetés.
Motif: Faux diplôme,Faux NINA et âges dépassé.

Traore sita

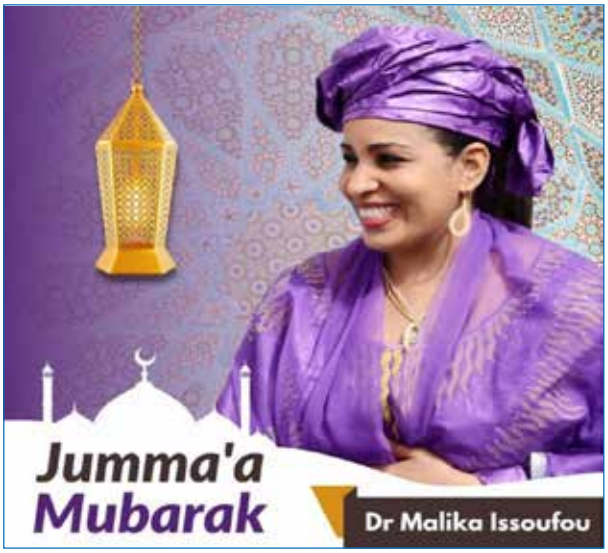
Cc mes gens ma Mamoune Amoin actrice comédienne et conteuse, lance son Festival international de la parole du conteur du 13 au 16 septembre. Sortons nombreux pour la soutenir
Ps: celle-là même qui m'a aidé dans l'écriture de mon tout premier film Fadima merci pour tout Mamoune

Wassa TV

#Mali | Le syndicaliste n'est pas un métier mais une mission.
Le nouveau bureau du comité syndical de la direction grande entreprise des impôts placé sous le signe de la cohésion et La Défense des intérêts de la nation et des agents des impôts.
Le rôle d'un syndicat c'est La Défense des intérêts des agents de la DGE et de tous les agents de la DGI (y compris les responsables) .Aujourd'hui la mission assignée à la DGI et par ricochet à la DGE est la mobilisation des 1166 millards lesquels la DGE doit faire a elle seule 980 milliards . C'est cette quête qui doit animer chaque agent de la DGE.
Issa Arsina Cissé. Secrétaire général du bureau syndical de la DGE

Dr Malika Issoufou

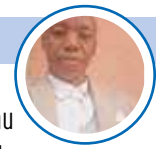
#JUMAA_MUBARAK
Le Prophète a dit: «Celui qui se lave le jour du #vendredi et sort tôt de chez lui pour se rendre à la mosquée , y va en marchant et non sur sa monture, s'approche de l'imam, l'écoute, et ne fait pas de futilité ni prononce une parole vaine , à pour chaque pas la récompense d'une année de jêune et de prière nocturne.
Que le bon Dieu protège le Niger et son peuple.



Moussa Fofana Page

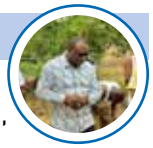
Moussa Mara a fait des dons aux déplacés du centre à Faladiè.
Qu'Allah lui recompense !

Kassoum Thera



Le patron du foot espagnol Luis Rubiales, au coeur d'un scandale après avoir embrassé de force une joueuse lors de la victoire de l'Espagne dimanche au Mondial, présentera vendredi sa démission lors de l'assemblée générale extraordinaire de sa fédération, ont annoncé jeudi soir plusieurs médias espagnols

Casimir Sangala



BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, RSA, Iran, Argentine, Égypte, Éthiopie, Arabie saoudite, Émirats.

Kita Kuru Médias

Niger : FENIFOOT a sollicité la FIF en vue d'obtenir une autorisation de délocaliser un match de AS GNN à Bouaké

Media Prime Mag

Kalou Bonaventure à Charles Blé Goudé
Ce fut un immense plaisir de partager ce dîner avec toi, toi qui a fait de la réconciliation et la paix ton credo. J'ai aussi aimer ta résilience et ton profond amour pour ton pays, je n'oublie pas non plus ce beau proverbe « pour voir les dents du génie il faut caresser son ventre »

Abidjan Cine Scratch

Qui est Gbazé Thérèse ?
Guei Liplede Thérèse connu sous le nom de Gbazé Thérèse, est une actrice ivoirienne connue pour son rôle en tant que seconde femme de Dosso Tiékoumba, ex-épouse de Michel Bohiri et mère de Nastou Traoré dans la série Ma Famille.
Mère de deux enfants dont une fille et un garçon, la cinéaste ivoirienne Gbazé Thérèse fait ses premiers pas dans le monde

artistique avec le groupe de théâtre "Djéli Théâtre" dirigé par Kouya Gnépa en 1996 .Après "Djeli théâtre", elle intègre l'émission "Dimanche passion" avec sa troupe pour la première fois à la télévision sur la première chaine ivoirienne aujourd'hui Comme tout débutant, Thérèse Guéï nourrissait le rêve de travailler aux côtés de son idole Thérèse Taba. En 2002, Thérèse Guéï va connaitre cette joie de tourner avec son idole et homonyme Thérèse Taba dans la série "ma famille" de l'actrice et réalisatrice ivoirienne Akissi Delta

En 2010, à côté de tous les succès que Guéï Thérèse a pu savourer, elle est aussi passée par des moments pénibles tels que la maladie. 02 ans de maladie (colopathie) causée par une opération qui s'est mal déroulée

Une Période sombre de sa vie :Gbazé Thérèse ou encore Guéï Thérèse a perdu son fils âgé de 39ans

N'oublions pas qu'elle a été animatrice sur Fm Cocody et Chroniqueuse à radio fréquence 2 pour l'émission 100% Femmes

Ovation pour Gbazé Thérèse

Financial Afrik

United Bank for Africa (UBA) Ghana Limited a réalisé une performance remarquable pour le premier trimestre 2023, selon les données communiquées par les dirigeants de la banque.

En effet, les indicateurs contenus dans un rapport indiquent que les actifs sont passés, malgré les difficultés économiques, de 96 millions de dollars au premier semestre 2022 à 602 millions de dollars une année plus tard.

Moussa AG Acharatoumane

#Tchad: un pays dont les dirigeants impressionnent militairement, des chefs d'Etats qu'on retrouve sur le théâtre des opérations pour galvaniser les troupes . Une maîtrise du désert nécessaire pour apprivoiser cet espace combien difficile .

Mamadou Ismaila KONATE

Avions-nous eu raison de nous réjouir si vite de la renonciation à un troisième mandat, insupportable, lorsque au même moment, l'on s'acharne contre tel opposant politique et son parti, pas des moindres, multipliant à leur égard, poursuites judiciaires et détentions, en tout point contestable, conduisant à une série de grèves de la faim comme ultime défense, dangereuses, dont l'issue est probablement fatale. Dans ce pays, l'on courbe l'échine à l'état de droit et l'on fait une entorse aux fondamentaux démocratiques.

#Démocratie #ÉtatDeDroit #OpposantPolitique

Russie : Vladimir Poutine limoge son général Sergueï Surovikin

Vladimir Poutine a limogé son général Sergueï Surovikin, comme l'ont révélé plusieurs médias russes. Le commandant de 56 ans, qui était responsable des forces aériennes, avait subitement disparu il y a deux mois et certains avaient spéculé sur sa mort.
Le Kremlin a annoncé que le colonel-général Viktor Afzalov allait remplacer Surovikin "par intérim". Le départ de Surovikin est perçu comme un soulagement pour Sergueï Choïgou, le ministre de la Défense, et Valery Gerasimov, le chef des forces armées russes.
Une source a déclaré : "Surovikin a été relevé de ses fonctions dans le cadre d'une mutation et est à la disposition du ministère de la défense."
Le Kremlin a annoncé que le colonel-général Viktor Afzalov allait remplacer Surovikin "par intérim". Le départ de Surovikin est perçu comme un soulagement pour Sergueï Choïgou, le ministre de la Défense, et Valery Gerasimov, le chef des forces armées russes.
Une source a déclaré : "Surovikin a été relevé de ses fonctions dans le cadre d'une mutation et est à la disposition du ministère de la défense."

Binadjan Doumbia

Mali : Une mission de haut niveau dans la région de Bandiagara

L'état-major des armées a envoyé une mission de haut niveau dans la région de Bandiagara suite aux récents événements qui ont secoué ladite région. C'était dans la journée du lundi 21 août 2023.
Ladite mission a d'abord rendu visite dans le secteur de Bodio et les sites de déplacés dans la commune urbaine de Bandiagara. Ensuite, le Gouverneur de la région de Bandiagara Sidi Mohamed EL BECHIR a accordé une audience à la délégation venue de Bamako. La situation sécuritaire de la région a fait l'objet des échanges. Le Gouverneur a profité de ce cadre favorable pour mettre l'accent sur tous les aspects liés à la situation sécuritaire de la région. Pour sa part, la mission de haut niveau de l'État-major des Armées a donné l'assurance que les préoccupations ont été enregistrées avec diligence. Ces genres de visites sont à multiplier dans tout le pays. Car elles permettent de donner l'assurance à la population, mais aussi de créer un cadre de collaboration.

Boulby/Malijet.com
Source : Malijet

Diplomatie : Lavrov explique à Macron la meilleure façon de contacter Poutine

Si le Président français est vraiment intéressé par un règlement en Ukraine, il pourrait contacter son homologue russe par des canaux diplomatiques au lieu de faire "des déclarations tonitruantes" pour le public, a déclaré Sergueï Lavrov.

Le chef de la diplomatie russe a commenté les récents propos d'Emmanuel Macron qui avait annoncé au Point son intention de reparler à Vladimir Poutine sur le sujet de l'Ukraine "quand ce sera utile".
"Si vous êtes intéressés par quelque chose, alors la décence élémentaire et les règles de la diplomatie exigent que vous fassiez part de votre intérêt par des voies diplomatiques, qu'il s'agisse d'une réunion, d'une conversation téléphonique ou d'autre chose", a déclaré le ministre lors d'une conférence de presse à l'issue du sommet des BRICS.
D'après lui, il a cessé de prêter attention à de tels propos car ceux qui les font veulent uniquement montrer à quel point ils sont actifs et à quel point ils ont besoin d'être soutenus par la population de leur pays.
Des déclarations "tonitruantes". M.Lavrov s'est dit perplexe par les "déclarations publiques et tonitruantes" du Président français qui voulait d'une part, jouer un rôle de pacificateur, mais en parallèle fournissait à Kiev "des missiles à longue portée".
Dans ce contexte, le ministre a rappelé que le prédécesseur d'Emmanuel Macron, François Hollande était un médiateur et un garant des accords de Minsk approuvés par le Conseil de Sécurité de l'Onu. Cependant, selon le diplomate, ce fait n'a pas empêché Hollande d'avouer l'année dernière que les accords de Minsk n'étaient qu'un moyen de gagner du temps pour approvisionner l'Ukraine en armes contre la Russie.
"Donc, lorsque Macron dit 'donnons à [l'Ukraine] des missiles à longue portée', c'est la même chose que disait Hollande lorsqu'il était médiateur", a conclu Sergueï Lavrov.

Source : sputniknews.africa

Industrie et du Commerce : La Vision du ministre partagée par le secteur privé !

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Moussa Alassane Diallo, a exposé sa vision et ses stratégies pour le secteur privé lors d'une rencontre avec le Conseil national du patronat le 19 août 2023 dans la salle des conférences Moussa Balla Coulibaly du CNPM. A cette important rencontre, a pris part toute la crème du monde des affaires, dont le président Mossadek Bally en première ligne.

Dans sa présentation, le ministre Diallo a souligné que sa vision s'aligne sur les directives du président de la Transition soucieux du bien-être des populations et du respect des principes qui déterminent désormais la conduite des affaires publiques au Mali : le respect de notre souveraineté du Mali, des choix stratégiques et partenariaux avantageux pour le pays et la prise en compte des intérêts des citoyens dans toute décision les concernant. En évaluant le secteur privé, le ministre a noté que l'industrie et le commerce jouent un rôle-clé dans le développement. Il a affirmé que le Mali a une longue tradition commerciale, qui reste toutefois dominé par le secteur informel. Concernant l'industrie, il reconnait qu'elle se développe, mais reste loin derrière d'autres pays de la sous-région. Le ministre a identifié des défis tels que l'amélioration du climat des affaires, la transition écologique, la compétitivité et les ressources humaines. Il a appelé à des solutions à court terme pour surmonter ces obstacles et à des réformes à long terme pour transformer l'économie malienne. Il a annoncé la mise en place de discussions permanentes entre les parties prenantes pour aborder les problèmes de l'industrie et du commerce, définir des responsabilités et évaluer les progrès. Il a également évoqué des mesures immédiates pour stabiliser la chaîne d'approvisionnement alimentaire, lutter contre l'inflation et protéger le pouvoir d'achat des ménages.
À moyen terme, le ministre a évoqué des réformes structurelles pour soutenir le secteur privé, y compris les investissements des acteurs du commerce dans l'industrie pour créer davantage de valeur ajoutée et d'emplois. A l'en croire, l'industrie est vitale pour la souveraineté et le commerce favorise le bien-être. C'est dans cette optique qu'il a insisté sur l'importance d'agir rapidement pour répondre aux défis et favoriser une croissance durable et inclusive. Mossadeck Bally, président du CnpM, a exprimé le soutien du secteur privé à ces initiatives. Il a rappelé les recommandations envoyées au gouvernement pour renforcer le partenariat public-privé, promouvoir les zones économiques spéciales et développer le secteur privé national. Il a assuré que le secteur privé collaborera pour surmonter les défis et contribuer à la croissance du pays.

Drissa Togola
Source : Le Challenger

Cour Suprême : Les nouveaux membres ont prêté serment

Le Président de la Transition, Colonel Assimi Goïta, a présidé le 18 août 2023, l'audience solennelle de prestation de 24 nouveaux membres de la Cour suprême. C'était dans la salle de 1000 places de la plus haute juridiction du pays.

C'est dans la salle de 1000 places de la Cour suprême que le Président de la transition a présidé la cérémonie de prestation de serment des nouveaux membres de l'institution : avocats généreaux, premier rapporteur public, inspecteurs des comptes etc. Après la lecture des deux décrets de nomination, la greffière en chef, le Procureur général, Mamadou Timbo, a dans son réquisitoire rappelé les principes sous-tendant les nominations actuellement. Il s'agit de l'enquête de moralité, du critère de compétence technique. «Les récipiendaires dont les noms figurent dans ces décrets de nomination le méritent sur des bases objectives. Il faut s'en féliciter et les féliciter.», s'est-il réjoui. Ils sont respectueux de la déontologie de la fonction judiciaire et travaillent à la satisfaction des justiciables.
Il a rappelé les actes nuisibles au corps et appelé au devoir de rédévabilité et de réserve. «On ne peut espérer dans ce pays occuper de hautes fonctions et ne pas être redevable. On ne peut pas être magistrat et dire ou faire du n'importe quoi. On ne peut pas être haut fonctionnaire de l'Etat et l'attaquer en toute impunité. Si cela se faisait avant, maintenant ce n'est plus possible car l'Etat est en train de prendre ses responsabilités. La violation de serment à elle seule constitue une infraction passible de poursuites judiciaires et disciplinaires. C'est en vertu de cela qu'il existe des procédures pénales et disciplinaires contre des magistrats.», a-t-il poursuivi. Pour redonner espoir au peuple qui a soif de bonne justice, ils doivent se distinguer par leur exemplarité.
Le Bâtonnier de l'ordre des avocats du Mali, Maître Ousmane B. Traoré, a exhorté les magistrats à se réapproprier les trois symboles de Thémis pour bien remplir leur mission. « 1-La balance, pour l'équité, l'équilibre, la prudence et l'harmonie 2- Le glaive : Il symbolise l'aspect répressif de la justice. La justice n'est rien sans la force qui permet de la faire appliquer. 3- Le Bandeau : Il représente l'impartialité. La justice doit décider en toute objectivité». Après la prestation de serment des nouveaux membres, le Président de la transition les a félicités puis appelés à œuvrer dans l'intérêt supérieur des Maliens.

Broulaye Koné, stagiaire
Source : Le Challenger

Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : **Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?**

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6 : Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Affaires étrangères : Le ministère Diop ajuste sa politique de visa pour les ressortissants français

Le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali a annoncé un ajustement significatif de sa politique de délivrance de visas aux ressortissants français. Cette mesure fait suite à la suspension temporaire de la délivrance de visas aux ressortissants français par les Services diplomatiques et consulaires du Mali en France, en réponse à des considérations de réciprocité. Cependant, cette suspension a été réexaminée pour prendre en compte la situation particulière des compatriotes binationaux.

Nouvelles Règles de Délivrance de Visas pour les Français au Mali

Dans un communiqué officiel, le Ministère des Affaires étrangères a annoncé que les visas seront désormais délivrés aux usagers détenant certains documents administratifs maliens spécifiques. Ces documents incluent la carte Nina (fiche descriptive individuelle), la carte d'identité biométrique, la carte d'identité nationale, la carte consulaire, le passeport expiré et le livret de famille.

Révision de la Politique de Visa : Le Mali Priorise les Binationaux Français

Cette décision marque un tournant dans la politique de visa du Mali envers les ressortissants français. Elle témoigne de la volonté du gouvernement malien de tenir compte de la situation unique des compatriotes binationaux, qui peuvent être confrontés à des défis particuliers en matière de documentation lorsqu'ils souhaitent voyager entre les deux pays.

Le Mali Adapte sa Politique de Visa pour les Ressortissants Français d'Origine Malienne

Le Ministère des Affaires étrangères a également souligné que cette mesure vise à faciliter les déplacements des binationaux tout en maintenant un certain niveau de contrôle et de sécurité aux frontières. Les documents administratifs maliens mentionnés dans le communiqué seront acceptés comme preuve d'identité et de citoyenneté lors de la demande de visas.

La Diaspora Franco-Malienne Bénéficie de Nouvelles Règles de Visa du Mali

Il est important de noter que cette nouvelle politique s'applique spécifiquement aux ressortissants français d'origine malienne et détenant les documents mentionnés. Les autres ressortissants français seront toujours soumis à la suspension temporaire de la délivrance de visas, conformément aux dispositions de réciprocité en vigueur.
Cette décision témoigne de la flexibilité et de l'adaptabilité du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali dans la gestion des questions diplomatiques et consulaires. Elle reflète également la reconnaissance du Mali envers sa diaspora et son engagement à faciliter les interactions entre les citoyens binationaux et leur pays d'origine.

Réconciliation Identitaire : Le Mali Révise sa Politique de Visa pour les Binationaux

En conclusion, cette annonce traduit un pas en avant positif vers la résolution des défis auxquels sont confrontés les compatriotes binationaux dans le contexte actuel. La décision d'accorder des visas aux usagers munis de certains documents administratifsmaliens démontre la volonté du Mali de maintenir des liens forts avec sa diaspora et de faciliter les voyages entre les deux nations.
Adaptation de la Politique de Visas Mali-France : Priorité aux Documents Maliens

Moussa Keita
Source: Bamada.net

Sécurité du personnel de l'ONU au Mali : Les assurances du ministre Diop

Le ministre Abdoulaye Diop a rassuré ce mercredi 23 août le secrétaire général adjoint des nations unies à la sûreté et à la sécurité, gilles Michaud, que le Mali jouerait son rôle régalien de protection des personnes et leurs biens sur le territoire national, surtout les étrangers.

Le ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale, Abdoulaye DIOP, et le Secrétaire général adjoint des Nations Unies à la sûreté et à la sécurité du personnel des Nations unies à travers le monde, Gilles MICHAUD, ont tenu ce mercredi 23 août une séance de travail sur le retrait de la MINUSMA.

La rencontre s'est déroulée en présence des responsables de la MINUSMA et des services publics de notre pays a huis clos où il a été question de la sécurité du personnel du système des Nations unies évoluant dans notre pays, à différents programmes de soutien à la population notamment.

Après plusieurs minutes d'échanges, les deux responsables malien et onusien ont salué la franche collaboration entre les deux parties.

Pour Gilles MICHAUD, ces échanges doivent continuer sur les aspects sécuritaires du personnel des Nations unies après le départ de la MINUSMA. La mission onusienne va se retirer du Mali à la demande des autorités de la transition, mais cela ne va dire que les Nations unies vont plier bagage.

« Les Nations unies vont continuer à aider la population malienne par l'entremise du gouvernement du Mali », a affirmé le responsable onusien, tout en indiquant que la collaboration existant avec le Mali depuis des années continue à se manifester.

À cet effet, il a souligné l'importance de l'élaboration d'un plan institutionnel pour

ma mise en place d'un mécanisme en vue d'apporter leur soutien aux populations maliennes.

Pour le chef de la diplomatie malienne, Abdoulaye DIOP, après la résolution des Nations unies autorisant le retrait de la MINUSMA, le Mali est dans une démarche assez soutenue avec l'ONU de façon générale pour mettre en œuvre le plan de retrait retenu.

« Dans ce cadre, nous recevons presque chaque semaine une mission des Nations unies pour faire le point de la situation », a rappelé le ministre DIOP.

Pour le chef de la diplomatie de notre pays, la préoccupation de son hôte du jour était d'échanger avec les autorités maliennes pour trouver et mettre en place un mécanisme de sécurité pour le personnel du système des Nations unies, surtout après le retrait de la MINUSMA.

« Naturellement, l'État malien en tant que pays hôte de la mission a le rôle régalien d'assurer la sécurité des personnes et leurs biens qui vivent dans notre pays, en particulier les personnes étrangères. C'est notre responsabilité », a-t-il déclaré.

Il a ajouté avoir donné des garanties que le Mali allait continuer à assurer la sécurité des agences des Nations telles que l'UNICEF, le PAM tant à Bamako qu'à l'intérieur du pays où elles ont des programmes de soutien.

M. DIOP a indiqué que pour que tout cela passe normalement il est important que le retrait de la MINUSMA soit géré de manière adéquate. « Pour le Mali et pour la MINUSMA il n'y a pas de plan B. Cela voudrait dire que nous devons créer toutes les conditions pour l'exécution du retrait de la MINUSMA dans le délai », a exhorté M. DIOP.

Par ailleurs, il s'est réjoui que globalement les choses se passent dans une bonne collaboration avec l'équipe de la MINUSMA, tout en indiquant que le Mali travaillera à améliorer la sécurité.

PAR SIKOU BAH
Info Matin

Le challenger de la semaine : Dr. Chienkoro Doumbia, conseiller à la section des comptes de la cour suprême

Altruiste de nature, peu disert avec son éternel sourire aux lèvres, Dr. Chienkoro Doumbia est une perle rare de l'administration malienne. En fin de mission à l'ANASER où il assurait la comptabilité, le voici à un échelon supérieur à la section des comptes de la cour suprême, où il répond présent à un nouvel appel de la nation. Chevalier de l'ordre national du Mali, il a prononcé solennellement son serment aux côtés de ses désormais collègues le vendredi 18 août 2023.

Dr. Chienkoro Doumbya est un Expert polyvalent de l'Administration publique. Figure éminente dans le domaine de la gouvernance, il pose ses valises à la section des compte de la Cour Suprême où il il a prêté serment le vendredi, 18 août 2023, après un parcours sans fautes à l'Anaser. L'enfant du Banico s'est forgé une solide réputation grâce à ses compétences avérées et son expertise pointue. Sa vaste gamme de connaissances couvre des domaines tels que la Passation des Marchés Publics, la Comptabilité-matières, les Finances Publiques, la Comptabilité Publique, les Finances Locales, l'Audit et le Contrôle de Gestion, les Élections, l'État-Civil, la Décentralisation, le Développement Local et la Gouvernance.

Dr. Doumbya a débuté sa trajectoire avec une série de diplômes et d'attestations prestigieuses. Muni de son Diplôme d'Études Approfondies en Droit Public Général de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako en 2004, il élargit son horizon avec un Master of Business Administration (MBA) en Gestion des Collectivités de l'Institut des Hautes Études en Management (IHEM) en partenariat avec l'Université de Paris 10 Nanterre. Son expertise approfondie est reconnue en 2014 par un Doctorat d'État en droit public, avec mention très bien, de l'Université Cheick Anta Diop de Dakar (Sénégal). En 2019, il a son Master II en Comptabilité, Audit et Contrôle de Gestion de l'Institut Simon Finances et Management International (ISFMI) de Bamako.

Expertise diversifiée et contributions notables

Dr. Doumbya a exercé une influence significative sur l'administration publique malienne à travers son leadership et des contributions essentielles. Il a occupé le poste de Directeur des Finances et du Matériel dans divers ministères, notamment le ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté et le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. Il était membre du Comité de Pilotage de la présidentielle de 2018 en qualité de Président de la Commission finances. Il a également participé activement à des projets nationaux et internationaux visant à promouvoir la transparence financière et le développement durable.

Un Pédagogue et chercheur engagé

En se mettant à la disposition des Universités au Mali, Dr. Doumbya veut partager ses connaissances et ses expériences avec la nouvelle génération. Il a été chargé de cours à l'École Nationale d'Administration (Ena) du Mali, où il a enseigné des modules-clés tels que la comptabilité-matières, la passation des marchés publics et la délégation de service public. Il a également été enseignant vacataire à l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako, où il a partagé son expertise en finances publiques et en comptabilité publique.

En 2013, il a été honoré Chevalier de l'Ordre National, attestant de sa contribution exceptionnelle au développement de l'administration publique et de la société malienne. Avec un parcours académique solide, une expertise multidisciplinaire et un engagement envers l'amélioration de la gouvernance et du développement local, Dr. Doumbya continue d'être un acteur-clé dans le façonnement du paysage administratif du Mali. Sa carrière remarquable témoigne de son dévouement indéfectible à la cause publique.

Drissa Togola
Le Challenger

Barton Hall

Un séjour linguistique en résidence tout en s'amusant avec des activités sportives et FUN au programme !

REGION D'ACCUEIL:
Le séjour aura lieu à **Barton Hall** près de la ville de Torquay, dans le Devon, comté du sud-ouest de l'Angleterre, encadré par les Cornouailles à l'ouest et le Dorset à l'est, surnommé la « Riviera » anglaise avec son climat privilégié et doux.

CENTRE & HEBERGEMENT:
Le centre offre un espace extérieur de 19 hectares de parc comprenant une zone d'activité couverte, une piscine extérieure chauffée et un lac. Il est doté d'installations intérieures et extérieures avec de grands espaces en plein air offrant un exceptionnel panel d'aventure et d'activités notamment pour les sports nautiques et aquatiques.
Les jeunes sont logés en chambres de 4 à 8 lits. Toutes les chambres disposent d'une douche et toilettes privatifs. Les petits déjeuners anglais et continentaux, et deux repas chauds par jour, sont pris dans le restaurant self-service du centre.

COURS ET ATELIERS:
24 heures de cours d'anglais
Accent sur la communication pour aider les jeunes à maîtriser en anglais des situations réelles. Les cours sont dispensés par des professeurs anglophones qualifiés. Un test en début de séjour permet d'évaluer les connaissances des jeunes et de les répartir en groupes de niveau.

ANGLAIS & MULTI-ACTIVITÉS

Cours de langue: maximum 15 élèves par classe
Activités: grand choix parmi la liste ci-dessous

LOISIRS:
- Des demi journées d'activités sportives et culturelles
- Des soirées animées.

Activités possibles sélectionnées parmi la liste ci-dessous
Descente en rappel – Aeroball – Aquafun – Tir à l'arc – Canoë – Parcours du Combattant – Escalade – Promenade en bord de mer – Sentiers naturels et maritimes – Escrime – Balançoire géante – Acrobranche – Echelle de Jacob – VTT – Course d'orientation – Résolution d'énigmes en équipe – Construction de Radeaux – Exercices de Survie en nature – Trapèze – Vertical chatanga – Tyrolienne

Tous les soirs nos équipes proposent un programme de divertissements composé de jeux, quiz et activités de détente ou divertissantes encourageant les jeunes à faire preuve de créativité. Les veillées seront choisies et adaptées aux besoins de chaque groupe de jeunes.
2 excursions d'une journée + 2 excursions d'une demi-journée.
Excursions possibles: Dartmouth – Torquay – le parc national de Dartmoor – etc.

ENCADREMENT:
Conforme aux normes Jeunesse et Sports. Equipe d'animation française et britanniques et notre Directeur de centre.

VOYAGE: Le client organise le voyage en avion au centre

Ayant beaucoup de demandes pour ce séjour, notre centre se remplit très rapidement, nous pouvons donc proposer à ceux un autre centre offrant des prestations similaires.
Les activités proposées ne sont pas contractuelles. Elles sont indiquées à titre d'exemple selon les disponibilités sur place. Toute activité ne pouvant avoir lieu serait remplacée par une activité équivalente.

Dates
Séjours 2023
Du 1er au 14 Août
ou
Du 14 au 27 Août

Tarifs :
2 000 000 FCFA
Frais d'Inscription :
300 000 FCFA

Séjour Exceptionnel à Dubai pour les formalités de visas en Juillet 2023

MADE IN BRITAIN

City Sightseeing Dubai

Hop On - Hop Off

City Sightseeing Dubai's hop-on hop-off bus tours combine sightseeing with transportation, allowing you to plan your itinerary. These tours will allow you to experience a scenic glimpse of Dubai's diversity. Visit historical areas taking you back in time, view incredible skyscraper landscapes, experience a magical paradise along the coast and admire the beautiful Dubai Marina. Audio commentary is available in 12 languages. Routes include over 45 stops showing the most popular attractions around Dubai.

WE SHOW YOU DUBAI!
DISCOVER DUBAI FROM THE BEST VIEWPOINT

24 HR TICKET INCLUDES: Night Tour, Arabian Dhow Boat Cruise, RTA Waterbus (Abra) Ride, Dubai Museum Entry, Sheikh Saheed Al Maktoum House Entry, VIP Global Village Ticket (November-April), Al Ghurair Centre Shopping Discount Card & 5 other Museums.

48 HR TICKET ADDITIONALLY INCLUDES: Dubai Aquarium and Under Water Zoo Entry & Sharjah Tour (Shuttle bus to Sharjah available)

24/48

On-board

Book your City Sightseeing ticket with Emirates Holidays and enjoy a complete tour around the city.

Awa GUINDO

1942 - 2023

PAIX A SON ÂME

REMERCIEMENTS

Suite aux funérailles de Madame Awa GUINDO, mère de Moumouni GUINDO, président de l'OCLEI, les familles GUINDO à Abidjan, Bamako, Paris, Berlin, Kouroundé, Pélédourou, Endé, Gouari, Sogou, Ségou, Bankass, Doundé, Ouélessébougou, Farabana vous remercient vivement et vous assurent de leur gratitude pour vos soutiens moraux, matériels, financiers et divers.

MERCI.

Détérioration de la sécurité dans le centre du pays : Le M5-MALI KURA exige une réponse appropriée et diligente

Le comité stratégique du M5-RFP/MALI KURA, dans un communiqué, s'est dit fortement préoccupé par le niveau croissant de l'insécurité dans le centre du Mali. « Des villages sous menace se vident de leurs habitants, et des villages attaqués avec mort d'hommes, dont celui de Bodio qui aurait fait plus d'une dizaine de morts et le village incendié », constate le M5-MALI KURA qui invite l'état à trouver une réponse appropriée, diligente et durable aux besoins de sécurité exprimés par les populations et une assistance adéquate aux déplacés.

COMMUNIQUE

Depuis quelques jours, nous observons une détérioration de la situation sécuritaire dans le centre du pays, singulièrement dans la région de Bandiagara.

Des villages sous menace se vident de leurs habitants, et des villages attaqués avec mort d'hommes, dont celui de Bodio qui aurait fait plus d'une dizaine de morts et le village incendié.

C'est dans ce contexte qu'une manifestation fut organisée par « les Forces vives de Bandiagara » et autorisée par les autorités compétentes le mercredi 9 août 2023.

Malheureusement la manifestation qui était pacifique a dégénéré par la faute d'éléments incontrôlés parmi les manifestants. Il s'en est suivi des jets de grenades lacrymogènes et de tirs de sommation qui ont entrainé selon plusieurs sources six (06) blessés dont un (01) grave qui succombera plus tard à ses blessures à l'hôpital.

Le Comité stratégique M5-RFP/Mali Kura est fortement préoccupé par le niveau croissant de l'insécurité dans la zone que viennent attester les évènements malheureux survenus le 18 août dans le village de Yarou, commune de Timiniri, faisant une vingtaine de personnes tuées et plusieurs blessés, des maisons et infrastructures publiques brûlées, le bétail emporté.

Le Comité stratégique du M5-RFP/Mali Kura présente ses condoléances aux familles endeuillées et souhaite prompt rétablissement aux blessés.

Le Comité stratégique M5-RFP/Mali Kura, en cette douloureuse circonstance marque sa solidarité à l'endroit des populations de Bandiagara dans cette dure épreuve ainsi qu'à toutes celles qui vivent encore sous les affres de l'insécurité et de la privation de leurs droits fondamentaux.

Le Comité stratégique M5-RFP/Mali Kura, tout en saluant les efforts des Forces de défense et de sécurité, exige des autorités nationales une enquête diligente pour situer les responsabilités, plus de professionnalisme dans l'encadrement des manifestations dans le cadre strict de la loi, une réponse appropriée, diligente et durable aux besoins de sécurité exprimés par les populations et une assistance adéquate aux déplacés.

Fait à Bamako, le 21/08/2023

Le président du Comité stratégique
Modibo SIDIBE

Info Matin

Lutte contre la corruption : Le Mali se dote d'une stratégie nationale

Sur le rapport du ministre de la refondation de l'état, chargé des relations avec les institutions, le conseil des ministres a pris acte, ce mercredi 23 août 2023, d'une communication écrite relative à la stratégie nationale de lutte contre la corruption et son plan d'actions 2023-2027. La stratégie nationale de lutte contre la corruption vise à doter le Mali de mécanismes opérationnels et efficaces de lutte contre la corruption et de promotion de la gouvernance dans le respect des droits de l'homme et des règles d'éthique et de transparence.

Selon le communiqué du conseil des ministres, notre pays, à l'instar de nombreux pays en développement, est confronté au fléau de la corruption qui constitue un frein à son développement économique et social.

En l'absence de mesures efficaces, la corruption peut compromettre, de façon notoire, les efforts pour l'instauration d'une bonne gouvernance à cause de ses multiples méfaits, notamment le gaspillage des ressources financières, la baisse de la croissance économique, l'augmentation des coûts de transactions, la réduction de la qualité des services, la création d'un environnement d'insécurité multiforme.

Le communiqué rappelle que notre pays a signé et ratifié des instruments juridiques communautaires, régionaux et internationaux de lutte contre la corruption, notamment la Convention des Nations-Unies contre la corruption du 09 décembre 2003, qui recommande aux Etats parties « d'élaborer et d'appliquer les politiques de prévention de la corruption efficaces et coordonnées, qui favorisent la participation de la Société civile et reflètent les principes d'Etat de droit, de bonne gestion des affaires publiques et des biens publics, d'intégrité, de transparence et de responsabilité ».

Dans le cadre de la lutte contre la corruption, le Gouvernement a initié plusieurs actions, notamment : la tenue des Etats Généraux sur la corruption et la délinquance financière ; l'adoption de la Stratégie nationale de Lutte contre le Blanchiment de capitaux et le Financement du terrorisme et de la Politique nationale de Transparence ; la mise en place d'un dispositif institutionnel de prévention, de détection et de répression de la corruption constitué entre autres du Bureau du Vérificateur Général, de la Cellule nationale de Traitement des Informations financières, de l'Office Central de Lutte Contre 1'Enrichissc-mcnt illicite, de la Section des Comptes de la Cour Suprême, du Pôle national Economique et financier.

Malgré ces acquis, il ressort du rapport diagnostic un certain nombre d'insuffisances, notamment : l'absence d'un document de stratégie ; un très faible bilan global de la répression et le nombre très faible de condamnations et de recouvrement ; les privilèges de juridiction de certains agents publics, les immunités ; l'absence de dispositif de protection des lanceurs d'alerte.

Pour pallier ces insuffisances, les Autorités de la Transition se sont engagées à faire de la lutte contre la corruption l'un des chantiers majeurs de la refondation de l'Etat.

La présente stratégie est élaborée dans ce cadre. Elle s'inscrit en droite ligne dans la mise en œuvre du Plan d'Action du Gouvernement de Transition et des recommandations des Assises nationales de la Refondation en vue de promouvoir la bonne gouvernance à travers l'instauration d'une lutte efficace contre la corruption et l'impunité sous toutes leurs formes.

La Stratégie nationale de Lutte Contre la Corruption est articulée autour quatre (04) axes stratégiques à savoir : la gouvernance et les réformes ; la prévention des faits de corruption ; la répression et la réparation ; la communication.

La Stratégie nationale de Lutte Contre la Corruption est mise en œuvre à travers des plans d'actions dont le premier couvre la période 2023-2027, financé par l'Etat et ses partenaires.

Par Abdoulaye OUATTARA
Info Matin

Cherté du prix de l'oignon : Les femmes au foyer désorientées

Depuis un certain temps, le prix de l'oignon a considérablement augmenté au Mali. Plus précisément, dans les marchés de la capitale, ce produit, utilisé dans la préparation de la plupart des plats, est devenu presque inaccessible, poussant ainsi de nombreuses femmes au foyer à modifier leurs menus. Une situation qui interpelle le gouvernement malien.

Actuellement au Mali, les femmes au foyer font face à d'importantes difficultés. En effet, le prix du kilogramme d'oignons a augmenté de manière phénoménale. Cette augmentation serait due, selon certaines sources, à la rareté des produits d'exportation. En ce qui concerne la production intérieure, l'oignon est actuellement inaccessible au Mali. Par conséquent, ce produit, très demandé par la population malienne, est vendu à 1 000 francs CFA au lieu de 800 ou 900 francs CFA le kilo. Ce coût élevé oblige de nombreuses femmes maliennes à modifier leurs menus.

En abordant la question de la vie chère qui frappe le pays depuis plus de deux ans, Fanta Konaté, femme au foyer, déplore l'augmentation du prix de l'oignon. Selon elle, cette situation préoccupe la plupart des femmes au foyer, car le prix des condiments ne suffit plus à couvrir le coût des plats. "Pour l'instant, nous sommes obligées de renoncer à préparer tous les plats à base d'oignons !" affirme-t-elle. Une autre jeune femme va jusqu'à dire qu'elle n'a pas pu manger les aliments qu'elle aime depuis le début de cette crise. "Nous ne savons pas jusqu'où cette vie chère nous mènera. Mais pour l'instant, la situation est insupportable. Depuis le début de la crise, je ne prépare que trois sauces différentes", confie-t-elle.

Le même constat est fait par Mariam Sidibé, également femme au foyer. Nous l'avons rencontrée au marché de Sebenikoro, et elle se dit complètement perdue à cause de la flambée des prix des denrées alimentaires.

"Les épices et les légumes sont actuellement trop chers. Si vous achetez quelque chose aujourd'hui et que vous revenez le lendemain, on vous dira que son prix a augmenté. C'est vraiment difficile pour les ménages. Quant à l'oignon, qui est indispensable dans la préparation de certains plats, nous sommes obligés de nous en passer. Car nous ne savons vraiment pas comment faire face à son coût élevé", regrette-t-elle.

Siguéta Salimata DEMBELE

BRICS : Six nouveaux pays intègrent le bloc des pays émergents

Dès janvier 2024, six nouveaux membres vont intégrer les BRICS, selon l'annonce faite par le président sud-africain Cyril Ramaphosa. Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) se sont réunis en sommet à Johannesburg le 23 août 2023.

L'Iran, l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis rejoignent le groupe des pays émergents qui souhaite gagner en influence dans le monde.

"L'adhésion prendra effet à compter du 1er janvier 2024", a déclaré le président sud-africain Cyril Ramaphosa lors d'une conférence de presse conjointe des dirigeants des cinq nations qui composent actuellement le bloc. "Avec ce sommet, les BRICS entament un nouveau chapitre", s'est-il félicité.

La veille, Pretoria avait annoncé que tous les pays membres s'étaient accordés sur le principe d'une expansion. "Nous avons adopté un document qui définit les lignes directrices, les principes et les processus d'examen des pays qui souhaitent devenir membres des BRICS", s'était félicitée la ministre sud-africaine des Affaires étrangères, Naledi Pandor, soulignant une avancée "positive".

Une quarantaine de pays avaient demandé leur adhésion ou manifesté leur intérêt. Selon les dirigeants du "club des cinq", qui produit un quart de la richesse mondiale et rassemble 42% de la population du globe, cet engouement montre l'influence grandissante des pays émergents sur la scène mondiale.

L'Algérie refusée par les BRICS

Si le rejet de la candidature algérienne était attendu, il n'en constitue pas moins un échec pour le président Tebboune, qui avait fait de l'adhésion de son pays aux BRICS une priorité.

C'est non. La demande de l'Algérie de faire partie des BRICS n'a pas été retenue. Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a annoncé ce 24 août, lors du sommet des principales économies émergentes qui se tenait à Johannesburg, l'adhésion de l'Iran, de l'Ar-

gentine, de l'Égypte, de l'Éthiopie, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis aux BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) à compter du 1er janvier 2024.

La nouvelle de la non-adhésion de l'Algérie était plutôt attendue dans la mesure où le président Abdelmadjid Tebboune avait décidé de ne pas participer à l'événement, préférant y dépêcher son ministre des Finances. Le président algérien avait pourtant fait de la candidature de son pays l'une de ses priorités politiques et diplomatiques. L'optimisme de Tebboune était tel qu'en décembre 2022, il déclarait aux médias locaux que "l'année 2023 sera couronnée par l'adhésion de l'Algérie aux BRICS".

Négociations

La question de l'expansion du groupe était la priorité de ce 15ème sommet qui s'est ouvert mardi. Alliance hétérogène de pays géographiquement éloignés et d'économies à la croissance inégale, les BRICS ont dû s'accorder sur le choix stratégique des nouveaux membres.

Les négociations ont eu lieu lors d'une session plénière qui s'est tenue à huis clos mercredi. Les rencontres bilatérales se sont également multipliées depuis l'ouverture du sommet.

La Chine, poids lourd représentant environ 70% du PIB du groupe, était clairement en faveur d'une expansion. Mais l'Inde, autre moteur économique du groupe qui se méfie des ambitions de son rival régional chinois, avait des réserves.

Le Premier ministre indien, Narendra Modi, avait souligné qu'un "consensus" sur les modalités devrait être trouvé. En effet, le processus de décision au sein des BRICS nécessite l'unanimité.

Selon les observateurs, le Brésil craignait également qu'une expansion ne "dilue" son influence mondiale et au sein du bloc.

Les BRICS ont réaffirmé leur position "non-alignée" lors du sommet, à un moment où les divisions ont été accentuées par le conflit en Ukraine.

Les États-Unis ont affirmé ne pas considérer les BRICS comme de futurs "rivaux géopolitiques", assurant vouloir maintenir des "relations solides" avec le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud.

La difficile équation des critères !

C'est aujourd'hui, le 24 août 2023, que le sommet des BRICS prend fin. En attendant les conclusions de ce sommet qui, selon l'hôte Cyril Ramaphosa, "est particulièrement important car il se tient à un moment où le monde est confronté à des défis fondamentaux qui détermineront l'évolution des événements internationaux pour les années à venir", le principal sujet de discussion et qui pourrait fondamentalement transformer l'avenir des BRICS, a été l'élargissement de la coalition. En effet, pas moins d'une quarantaine de pays désireux d'adhérer à l'organisation frappent à sa porte, dont 22 ont déjà officiellement fait une demande. Et ces candidats ne sont pas des moindres. En effet, on compte parmi eux des pays tels que l'Iran, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Algérie, l'Égypte, le Nigeria pour n'en citer que quelques-uns. La problématique pour les pays membres fondateurs des BRICS était donc de trouver les critères pour admettre les candidats les plus intéressants et éloigner les perturbateurs.

Binadjan Doumbia

Sénégal : Le chef des mourides appelle Sonko à mettre fin à sa grève de la faim

Un influent chef religieux sénégalais a demandé à l'opposant Ousmane Sonko, détenu depuis fin juillet, de mettre fin à sa grève de la faim, rejoignant ainsi de nombreux appels en raison des préoccupations concernant son état de santé.

M. Sonko, dont le conflit avec le pouvoir et la justice tient le Sénégal en haleine depuis plus de deux ans, a entamé sa grève de la faim le 30 juillet. Il est hospitalisé depuis le 6 août et a été admis en réanimation la semaine dernière selon ses avocats.

De nombreuses voix se sont inquiétées de sa santé et d'autres ont demandé sa libération. L'un de ses avocats, Me Ciré Clédor Ly, a signalé une détérioration grave de son état, empêchant ses défenseurs et son médecin personnel de le voir. Il a demandé sa libération urgente en raison du "risque imminent pour sa vie".

Une délégation de la coalition à laquelle M. Sonko appartient a été reçue mardi par le chef de la puissante confrérie des mourides, le khalife général Serigne Mountakha Mbacké.

Le khalife a demandé à ce que son appel soit transmis à M. Sonko pour qu'il recommence à s'alimenter, a déclaré un membre de la délégation sous couvert d'anonymat. Il a également fait envoyer des dattes à M. Sonko, selon la même source.

Les chefs religieux jouent souvent le rôle de médiateurs politiques. M. Sonko est en conflit avec les autorités depuis 2021 et son implication dans une affaire de mœurs. Il affirme être victime d'un complot visant à l'écarter de l'élection présidentielle de février 2024.

En mai, M. Sonko a été condamné à six mois de prison avec sursis pour diffamation contre un ministre, puis en juin à deux ans de prison ferme pour "corruption de la jeunesse" dans l'affaire de mœurs. Il a été incarcéré fin juillet pour plusieurs chefs d'accusation, dont l'appel à l'insurrection, l'association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste et l'atteinte à la sûreté de l'État.

Le gouvernement le présente comme responsable de différents épisodes de contestation meurtriers qui ont eu lieu depuis 2021, dont le plus grave en juin. Sa candidature à l'élection présidentielle semble actuellement irréaliste.

Un collectif de 142 personnes, alliées de M."Sonko, anciens ministres, universitaires, avocats ou journalistes sénégalais et étrangers, ont publié cette semaine un appel au président Macky Sall pour qu'il intervienne en faveur de la libération de M. Sonko et de ceux qui ont été arrêtés en lien avec la contestation. Ils expriment leur attachement aux "acquis démocratiques" et se disent "préoccupés par les menaces qui pèsent sur la concorde civile".

Le ministre porte-parole du gouvernement, Abdou Karim Fofana, a répondu dans la presse en évoquant les appels à la violence lancés selon lui par M. Sonko et son parti, ainsi que "tous leurs actes de défiance, d'insurrection et de sédition". Il critique l'"indignation à géométrie variable" des signataires.

Le Pastef, le parti de M. Sonko dont les autorités ont annoncé la dissolution le 31 juillet, affirme que 1 062 personnes sont détenues en lien avec la contestation. Plusieurs d'entre elles sont en grève de la faim.

Le nombre d'arrestations, le lourd bilan humain des manifestations et la dissolution du Pastef ont suscité de vives critiques de la part des défenseurs des droits humains à l'encontre des autorités d'un pays souvent vanté pour sa tradition démocratique. Le gouvernement invoque la nécessité de protéger la population contre ce qu'il présente comme un projet insurrectionnel.

L'intellectuel Felwine Sarr s'est alarmé dans une récente tribune d'une "véritable régression démocratique" et d'une "saison sèche de la démocratie", alors que "l'on nous enviait dans la sous-région" la liberté d'expression sénégalaise.

"Dommage qu'un esprit aussi brillant que Felwine ait dégénéré en un intellectuel agressif", a répondu un conseiller de la présidence, Yoro Dia, dans la presse. Il affirme que Felwine Sarr "dépeint notre démocratie comme appartenant au passé, alors qu'avec le printemps des coups d'État qui souffle en Afrique de l'Ouest, le Sénégal reste plus que jamais une exception démocratique".

Binadjan Doumbia

Décès d'Evguéni Prigojine : Réactions en Afrique !

Le ministère russe des Situations d'urgence a annoncé que le chef du groupe paramilitaire russe Wagner, Evgueni Prigojine, figurait parmi les dix passagers d'un avion privé qui s'est écrasé le mercredi 23 août dans la région de Tver, en Russie. L'avion effectuait un vol entre Moscou et Saint-Pétersbourg. Malheureusement, aucun des passagers n'a survécu à l'accident. Cette nouvelle suscite des réactions en Afrique.

Au Mali, la nouvelle est diversement appréciée. Le décès accidentel du chef de la milice Wagner est perçu comme une conséquence logique des récents événements tendus entre lui et Poutine. Selon Roukayatou, "il est important de comprendre qu'avant sa mort, Wagner était désormais sous le contrôle du ministère russe de la défense. Donc, le traître Prigogine n'avait plus le contrôle."

L'annonce de la disparition présumée de Prigojine suscite des doutes chez Sidi Mohamed, membre du mouvement des patriotes du Nord. "Nous, les patriotes du Nord, considérons cette information comme une fausse nouvelle", estime-t-il.

De son côté, Mahamat Ali Mbouloumi Kallemi reste prudent quant à l'annonce du décès du chef de la milice. "Les corps de huit personnes ont été retrouvés sur le lieu du crash de l'avion Embraer dans la région de Tver, ont indiqué les services d'urgence à RIA Novosti. Il n'est pas précisé si le corps de Prigojine figurait parmi eux. Dans le même temps, la chaîne MIG Russia Telegram affirme que des personnes connaissant personnellement Prigojine confirment sa mort. Fontanka, citant une source, écrit que l'entourage proche de Prigojine ne peut pas entrer en contact avec lui."

Lassina Dosso parle de "la main fantôme" de Poutine. "La mort brutale de Prigogine en Russie doit interpeller cette jeunesse africaine manipulée et perdue", indique l'activiste.

Pour lui, la mort de Prigogine est un message pour les dirigeants africains. "C'est un message particulièrement adressé aux pays qui se sont tournés vers Poutine. On ne trahit pas Poutine."

Pas de réel changement en RCA.En République centrafricaine, où le groupe Wagner est très actif, la mort présumée d'Evguéni Prigojine est commentée par Christian Aimé Ndotah, activiste de la société civile. Selon lui, si cette disparition est confirmée, elle n'aura pas vraiment d'incidence sur l'organisation des mercenaires du groupe Wagner en Centrafrique, car Wagner est solidement implanté depuis plusieurs années.

Après la tentative de rébellion, on s'attendait à une restructuration de la gestion de cette structure au niveau de la capitale centrafricaine, avec une prise en main par l'ambassade de Russie en République centrafricaine. Cependant, Prigojine n'était pas encore mort à ce moment-là. Maintenant, s'il est effectivement décédé dans le crash, je pense que la prise en main sera totale. Au niveau de

Moscou, il est probable que des ajustements seront faits au niveau de l'organisation administrative et de la gestion de certains secteurs. En Centrafrique, il y a le secteur sécuritaire, la garde rapprochée du président de la République, le secteur économique, l'or, le diamant et bien sûr toutes les filiales que la Russie, via Wagner, détient actuellement en République centrafricaine.

Quant à savoir si cette situation affectera le président de la République Faustin Archange Touadéra et la structure de Wagner en République centrafricaine, je ne pense pas qu'il y aura un réel changement. Ils continueront d'avoir le contrôle, mais peut-être qu'il y aura une réorganisation au niveau des personnes chargées de diriger ces structures. En ce qui concerne le président de la République, il y a eu une rencontre à Saint-Pétersbourg lors du sommet Russie-Afrique où Prigojine, à la surprise générale, est réapparu dans l'hôtel où se trouvait le président de la République. Cependant, cette rencontre n'a pas été une bonne publicité pour le président, car tout le monde sait que Prigojine est l'homme à abattre de Moscou.

Du côté des autorités centrafricaines, l'annonce du décès présumé d'Evguéni Prigojine ne laisse pas indifférent. Toutefois, si la disparition du chef du groupe paramilitaire Wagner est confirmée, Fidèle Gouandjika, ministre conseiller spécial du président centrafricain Faustin Archange Touadéra, assure que cela ne changera pas grand-chose aux activités du groupe dans le pays. Selon lui, "Nous avons un accord de défense avec la Russie et je pense que les paramilitaires qui sont chez nous continueront d'effectuer leur travail comme avant. Ils trouveront un autre chef."La Russie a sous-traité avec le groupe Wagner en Centrafrique, tout comme elle l'a fait pendant la guerre en Ukraine. Les équipements utilisés par les mercenaires Wagner sont fournis par la Russie. Pour nous, cela ne change rien et rien ne va changer. En ce qui concerne les relations commerciales, nous avons une brasserie, un permis d'exploitation

minière et forestière avec les Russes, donc ces aspects resteront toujours les mêmes, même si Evguéni Prigojine n'est plus là », a-t-il expliqué à la DW.

Le groupe Wagner est impliqué dans plusieurs crimes de guerre et crimes contre l'humanité au cours de ses cinq années de présence et de coopération avec la Centrafrique.

Réactions au Burkina

Lassané Sawadogo, coordinateur du mouvement « La France doit partir » au Burkina Faso, a également réagi à l'annonce du décès d'Evguéni Prigojine, le chef du groupe paramilitaire Wagner.

« Au moment où nous aurions appris - avant que l'avion ne s'écrase, que Prigojine est en Afrique ou en Occident, les journalistes français décryptent. Ils ont pris l'image en décryptant s'il y serait oui ou non », déclare-t-il.

« (...) J'ai appris que l'avion s'est écrasé. Il se pourrait que Prigojine soit dans l'avion. Donc franchement, j'ai appris la nouvelle avec beaucoup d'inquiétude et je me posais la question de savoir pourquoi cela est arrivé. Mon point de vue ? Beaucoup de personnes parlent seulement de Prigojine, oubliant qu'il y a neuf autres personnes là-bas », ajoute Lassané Sawadogo, qui appelle à la prudence : « Je demande à l'opinion nationale et internationale d'être vigilante car, à l'heure actuelle, je ne fais confiance à personne, car il se peut que ces personnes disent que Prigojine est en Afrique pour une mission, mais il faut l'éliminer ».

Lundi, des vidéos, dont l'authenticité et la date n'ont pas été confirmées, ont été diffusées sur les réseaux sociaux. Elles montraient Evgueni Prigojine affirmant se trouver en Afrique. Il a déclaré vouloir travailler à « rendre la Russie encore plus grande sur tous les continents et l'Afrique encore plus grande ».

Environ 10 000 mercenaires de Wagner seraient déployés dans plusieurs pays africains : Mali, Libye, Soudan, République centrafricaine, Mozambique. La Russie mène également des opérations d'influence dans plusieurs autres pays : Niger, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Zimbabwe et Madagascar.

Le Burkina s'est rapproché de la Russie le 4 mai 2023. Le capitaine Ibrahim Traoré, chef de la junte militaire, avait déclaré que Moscou était devenu « un allié stratégique » comme d'autres pays. Cependant, il était au sommet de Saint-Pétersbourg en juillet dernier, où le Burkina a fait forte impression avec un discours du capitaine Ibrahim Traoré diversement apprécié. À ce jour, les autorités militaires de la transition au Burkina n'ont pas confirmé la présence des mercenaires russes.

Binadjan Doumbia

Mémorial des anciens joueurs de l'as mandé : La grande famille se retrouve

Le mémorial des anciens joueurs de l'as mandé de la commune iv a eu lieu le samedi 19 août dernier au terrain Chaba Sangaré de Lafiabougou.

D'anciens joueurs du Stade malien, du Djoliba et de l'AS Réal étaient de la fête. L'événement visait à rassembler la grande famille de l'AS Mandé de la Commune IV des années 1988, 1989, 1990 et 1991.

L'activité a été émaillée par deux matchs de gala. Le premier a opposé les anciens du Stade malien à ceux de l'AS Réal de Bamako. Le deuxième a opposé les anciens de l'AS Mandé à ceux du Djoliba AC. Les matchs se sont déroulés dans une ambiance conviviale.

Dans son intervention, Salia Koné dit Bablen, s'est dit ému de voir aujourd'hui en Commune IV qu'il y a la cohésion et de l'amitié. Il a salué les populations de la Commune pour avoir répondu massivement à cet événement.

"Nous avons souhaité, à travers l'organisation de cette activité, inciter les jeunes à conjuguer les efforts pour que l'AS Mandé retrouve son nom datant de 91", dira-t-il. L'entraîneur de l'équipe féminine de l'AS Mandé, Fanta Diabaté, et ses joueuses étaient également de la partie pour présenter leur parcours en compétition africaine.

La fin de la cérémonie a été marquée par la remise d'attestations aux anciens qui ont marqué l'histoire du club, vivants et disparus.

Ibrahima Ndiaye
Mali Tribune

Bélier (21 mars - 19 avril)

En embuscade dans votre maison X, celle de vos activités, Jupiter rétrograde vous mènera la vie dure. Vous devrez vous battre contre la mauvaise foi de vos supérieurs ou les attaques de vos collègues. Par sagesse, vous éviterez les positions radicales.

En ce qui concernera vos dépenses, vous appuierez sur la pédale frein, plus par obligation que par réelle volonté. Vous n'aurez pas trop le choix, car vos euros s'envoleront et il vous faudra être rigoureux dans vos finances en ce milieu de mois.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Cela fait belle lurette que vous ne vous rendez plus à votre travail avec une boule au ventre. En effet, vous êtes de plus en plus polyvalent... Aujourd'hui, ami Taureau, vous aurez même l'opportunité de rajouter une corde supplémentaire à votre arc !

Pour les négociations qui touchent de près ou de loin à l'argent, vous serez un crack ! Aujourd'hui, vous pourrez user d'arguments convaincants pour persuader votre conseiller bancaire de vous faire confiance, comme par exemple pour un découvert...

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Rien de tel qu'un nouveau départ ! Vous voilà sur les starting-blocks ! Rien ne vous décourage. Un changement de service ou une nomination arrive ! Ce que vous attendez depuis longtemps se concrétise. Vous devriez changer de bureau ou d'équipement !

Un peu de sagesse est vivement conseillée ! Vous craquez facilement pour les petits plaisirs. La somme des dépenses pèse lourd ! Votre salaire continue de partir très rapidement ! Pas d'inquiétude pour autant. Vous vivez légèrement au-dessus de vos moyens !

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous avez du mal à accepter la moindre remarque, le moindre commentaire, que cela vienne de votre hiérarchie ou de vos collègues. Le carré Lune/Soleil implique des rapports de force, et vous avez beaucoup de mal à le supporter. D'où un climat de tensions.

Il faut peut-être vous attendre à quelques contrariétés dans ce domaine. Une mauvaise nouvelle risque de vous mettre de méchante humeur, et de vous perturber toute la journée. Restez positif, et essayez de relativiser. À chaque problème sa solution !

Lion (22 juillet - 23 août)

Vous serez contraint de vous adapter aux changements que vous imposera l'entreprise pour laquelle vous travaillerez. À moins que vous ne soyez vous-même déterminé à apporter votre touche personnelle. Dans ce cas, vous serez amené à prendre des contacts.

Vous pourriez soudainement être privé d'une source de revenus, d'un confort matériel. Vous comptiez sur ce complément pour régler quelques factures. Vous chercherez des pistes pour combler cette défaillance, mais cela vous demandera un peu de temps.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Votre raisonnement sera sans faille. Mine de rien, vous allez tracer votre route sans plus vous laisser perturber par des remarques sans fondements. De toute manière, vous serez soutenu dans votre travail. Vos attributions seront même en forte hausse.

Fidèle à vos habitudes, vous commencerez à dresser le bilan de vos finances au titre du premier semestre 2020 ! Votre indicateur ? Que les chiffres de l'année en cours soient meilleurs que ceux de l'année dernière... Pour l'instant, tout va bien !

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Votre poste est stable. Il vous fait évoluer vers une fonction avec des responsabilités. La confiance en vous, aide à mieux communiquer. En plus, vos collègues aiment travailler à vos côtés. Vos activités peuvent demander la gestion d'une clientèle.

Gardez-vous de dépenser à tout-va ! Des coups de coeur tombent mal ! Ils se cumulent à des charges incompressibles. Il est bon de refaire les comptes ! Tenez mieux à jour votre gestion. La prudence est recommandée ! Vous pourriez avoir oublié une facture !

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous éprouvez une grande satisfaction dans ce que vous faites, mais attention aux rapports avec vos collègues. Votre relationnel risque d'être épineux toute la journée, la moindre remarque vous fait bondir ! Ne prenez pas tout au pied de la lettre.

Votre esprit est perturbé, vous avez du mal à réfléchir et à vous concentrer. Attention à ne pas faire n'importe quoi, peut-être devriez-vous reporter certains projets, ou même certaines réunions qui devaient avoir lieu. Évitez les transactions financières.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous parviendrez à résoudre une bonne partie de vos difficultés relationnelles au travail, mais surtout, vous passerez à autre chose. Vous attendrez que vos supérieurs vous confient des responsabilités plus valorisantes, comme ils vous l'auront promis.

Vous éviterez les opérations hasardeuses, c'est pourquoi vous ne ferez pas vos achats sur le net, sauf sur des sites dont vous connaîtrez la fiabilité. Dans un autre registre, vous saurez évaluer les risques avant de prendre une initiative audacieuse.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Pour insérer le monde du travail, ou demander une promotion, vous aurez votre méthode... Les entretiens ? Non merci, vous aurez l'impression de faire la manche... Vous allez préférer l'appui d'un proche pour vous dénicher une piste ou travailler en famille.

Un excédent monétaire ne vous dissuadera pas de chercher comment baisser davantage vos frais et réduire le montant de vos achats, sans provoquer des à-coups trop désagréables à votre train de vie. Ami Capricorne, deux mots : bonne chance !

Verseau (20 janvier - 19 février)

Des soucis d'organisation arrivent. Vous devez changer de processus de travail. Une réunion importante peut se présenter. Elle donne des instructions pour avancer mieux. Vous êtes exposé en première ligne ! On peut vous demander votre opinion !

Un peu de relâche arrive enfin. Un changement de contrat financier est possible. Vous envisagez de changer des petits placements. La journée est idéale pour une nouvelle stratégie financière. Le but est de réaliser des économies. Vos idées sont judicieuses !

Poisson (19 février - 21 mars)

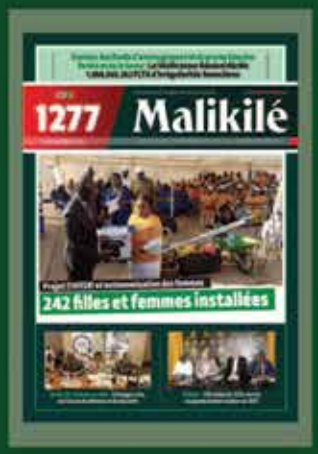
Votre créativité est à son comble, et vos idées deviennent beaucoup plus structurées. Votre logique et votre esprit d'analyse favorisent grandement votre réussite, vous forcez l'admiration. Alors, chassez votre stress intérieur, il n'a pas lieu d'être !

Votre générosité est encore plus importante que d'habitude, et vous n'aspirez qu'à une chose, gâter vos proches ! Vous pouvez vous le permettre, mais prudence, tout de même, freinez un peu vos ardeurs, vous avez tendance à dépenser sans compter !

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com